

25^c.

Journal du Lot

25^c.

ORGANE RÉPUBLICAIN DU DÉPARTEMENT

Paraissant les Mercredi, Vendredi et Dimanche

Abonnements

	3 mois	6 mois	1 an
LOT et Départements limitrophes	11 fr. 50	21 fr.	38 fr.
Autres départements	12 fr.	22 fr.	40 fr.

TÉLÉPHONE 31

COMPTE POSTAL : 5399 TOULOUSE

Les abonnements se paient d'avance
Joindre 1 franc à chaque demande de changement d'adresse

Rédaction & Administration

CAHORS. — 1, RUE DES CAPUCINS, 1. — CAHORS

A. GOUESLANT, Directeur

Rédacteurs : Emile LAPORTE, Louis BONNET, Paul GARNAL

Les Annonces sont reçues au bureau du Journal.

Publicité

ANNONCES JUDICIAIRES	1 fr. 90
ANNONCES COMMERCIALES (la ligne ou son espace)	2 fr. 25
RECLAMES 3 ^e page	3 fr. 50
» 2 ^e page	6 fr. »

Les Annonces judiciaires et légales peuvent être insérées dans le
Journal du Lot pour tout le département.

LES ÉVÉNEMENTS

Le sort de l'Europe va se décider ces jours prochains et nul ne peut prévoir si, du fait d'un pacte de non-agression russo-allemand, les risques de guerre doivent l'emporter sur les chances de paix.

D'après des indications que donne le *Capital*, il y a d'importantes concentrations de troupes sur la frontière polonoise et en Slovaquie pour souligner la volonté du Reich de brusquer les événements. Par ailleurs, de source privée, on signale de Berlin que le chancelier proclamerait le 27 août à Tannenberg la réunion du territoire dantzigois au Reich. Le signal serait donc donné pour les opérations ultérieures en même temps qu'on s'efforcerait de persuader la population qu'il n'y aura pas de guerre pour la Pologne, pas plus qu'il n'y a eu de guerre pour l'Autriche et pour la Tchécoslovaquie. Et que la campagne se réduira à une simple promenade militaire sur Varsovie.

Double manœuvre pour mobiliser à la fois l'opinion et les armées.

Cette pression sur l'esprit public s'opère en même temps en Italie où la presse a accordé ses violons avec ceux de Berlin sous la baguette du même chef d'orchestre.

C'est ainsi que la revue *Relazioni Internazionali*, par qui s'exprime la pensée du noble comte Ciano, reprochait l'autre jour à la Pologne son attitude provocatrice. « Que ce pays ait encore la prétention de vivre, n'est-ce pas intolérable alors que tout se passerait si bien s'il se laissait assassiner pacifiquement ? Aussi, Ciano fait-il promettre au colonel Beck et au maréchal Smigly-Rydz le sort du Négus, du roi Zog et du président Bénès... Puisque la Pologne a l'arrogance de vouloir résister, elle mérite d'être anéantie.

Hier encore, la même revue ajoutait que si la Pologne était vraiment pacifique, elle se résignerait à laisser l'Allemagne prendre ce qui lui est nécessaire. Elle voulait bien conclure : « A cette seule condition, l'Allemagne consentirait, PEUT-ÊTRE, à devenir généreuse ! »

Voilà la nourriture intellectuelle dont on gave l'esprit public dans les pays totalitaires. Il y a autant de grossière sottise et de mauvaise foi que d'insolence dans cette propagande italo-allemande. Et ce ne sont pas seulement les Polonais, les Français et les Anglais qui refusent d'en être dupes. Le *New-York-Times* écrivait tout récemment :

« Personne ne peut plus douter, maintenant que si l'on livrait Dantzig à Hitler, on n'obtiendrait pas plus qu'un armistice dénonçable à son bon plaisir. Le simple résultat serait de créer une nouvelle zone sud-est et de faciliter une nouvelle campagne de conquête de l'Allemagne. »

On ne peut pas mieux dire. Ce ne serait qu'une étape nouvelle vers le but final d'Hitler qui est de mettre l'Europe sous sa loi. Il nous accorde juste le répit qui lui serait nécessaire pour s'assurer la libre disposition de tous les produits dont l'Allemagne reste encore dépourvue... Ensuite notre tour serait venu d'être asservis et dépossédés.

A moins de s'aveugler volontairement, cela se voit avec la force et l'éclat d'une irrésistible évidence. La question de Dantzig est l'occasion d'une épreuve de forces dont le succès préparera de plus vastes desseins.

Comme l'écrit un de nos confrères : « La France et la Grande-Bretagne, aujourd'hui puissantes, savent que si elles s'inclinaient devant cette violence, elles consacraient à jamais l'hégémonie allemande sur l'Europe. Il faut répéter, sans se lasser, que ce n'est pas le sort de Dantzig qui est en jeu, mais bien celui de la liberté et de l'indépendance des nations pacifiques. »

Personne ne peut croire que le Führer mettrait en jeu tous ses moyens de force et de ruse, de violence et de mensonge, s'il n'avait pour but qu'une campagne d'objectifs limités.

Au temps où Hitler signait — déjà — ce pacte de non-agression avec la Pologne qu'il a déchiré en mars dernier, il déclarait publiquement qu'un grand pays de 33 millions d'habitants avait droit à un libre accès à la mer et qu'au surplus Polonais et Allemands n'avaient aucune envie de faire la guerre pour une lointaine ville de province.

Pour une fois, il disait la vérité. S'il n'y avait que Dantzig en cause, l'Europe entière ne serait pas en émoi. Et maintenant que va-t-il se passer ? Comme dans les circonstances présentes j'aime mieux me couvrir d'une autorité, on me permettra d'emprunter à notre grand confrère, *Le Temps* — particulièrement bien informé — l'observation terminale de son dernier article qui me servira de conclusion.

« Si la Pologne se refuse à capituler devant la mise en demeure de Berlin, l'Allemagne hitlérienne passera-t-elle aux actes dans l'espoir qu'un coup de force rapidement exécuté placerait l'Europe devant un fait accompli avant que les garanties données à la République polonaise puissent jouer utilement ? C'est le secret du Führer, mais ce calcul, s'il existe, pourrait se révéler faux, lui aussi, à l'épreuve des événements. Le sort de l'Europe va se décider ces jours prochains et nul ne peut prévoir avec quelque certitude, si du fait d'un pacte de non-agression russo-allemand, les risques de guerre doivent l'emporter sur les chances de paix. »

Nous ne serons plus longtemps sans avoir vu !

Emile LAPORTE.

UN PETIT MOT D'ECRIT.

Le Code est mal fait

Un jeune bandit, après avoir assassiné une malheureuse vieille, avait jugé expédient d'accuser son propre père de ce crime. Celui-ci fut arrêté, mais le criminel, dénoncé lui-même ultérieurement, fut contraint à des aveux sans ambages et dut venir remplacer, en prison, l'auteur calomnié de ses jours. Il se passa alors une scène bien touchante. Le jeune bandit tomba aux genoux de son père et lui demanda pardon avec des larmes dans les yeux. Le père, doucement ému, le releva, l'embrassa avec effusion et lui pardonna, en affirmant que « ce n'était rien que ça ! ». Voilà-t-il pas de quoi préparer, quand le jour en viendra, un acquittement sensationnel ? Cette résipiscence du fils, cette grandeur d'âme du père ne sont-elles pas édifiantes ? Et cette scène de famille vosgienne n'a-t-elle pas quelque chose de corrélien par sa générosité et de raciné par la tendresse qui en émane ? Condamnation ou si bon fils capable de reconnaître ses torts aussi promptement envers un si bon père ?

Le Code est mal fait ; et l'invariabilité des questions posées aux jurés est stupide. Il devrait être admis en principe et a priori que tout être, homme ou femme, qui a tué incontestablement, — soit qu'il avoue, soit qu'il ait été vu sans erreur possible, — est coupable, et conséquemment passible d'une sanction. Que cette sanction soit élémentaire ou impitoyable, cela c'est l'affaire des circonstances, atténuantes ou non. Et que tel meurtrier s'en tire avec une peine légère, voire allégée encore de suris, je n'y verrais nul inconvénient. Mais une condamnation est nécessaire ! Car ce n'est pas seulement le Christ qui a dit : « Tu ne tueras point ! » C'est l'humanité tout entière, c'est la loi de vie universelle qui interdisent et stigmatisent le meurtre. Et donc, on ne devrait pas, en l'espèce, demander aux jurés : « L'accusé est-il coupable ? » ce qui est obscur, ou les accule à l'absurdité, puisque la culpabilité ne fait même pas question ! mais simplement : « Y a-t-il des circonstances atténuantes ? et dans quelle mesure ? » Et ainsi, les jurés devraient graduer leur appréciation et dicter des verdicts de condamnations, mais de condamnations nuancées qui pourraient aller équitablement de l'indulgence la plus extrême à la plus extrême sévérité. S'il en était ainsi, beaucoup d'acquittements illogiques et scandaleux ne seraient et n'auraient pas été prononcés. Et je ne parle pas de celui d'hier.

HELEME.

Informations

Déclaration de M. Chamberlain

Aux Communes, M. Chamberlain a déclaré que « le pays se trouvait en présence d'un péril de guerre imminent et que des mesures nouvelles et draconiennes étaient rendues nécessaires par la gravité de la situation ».

La Turquie reste aux côtés de la France et de la Grande-Bretagne

La Turquie s'est remise de la surprise considérable qui a été causée ici par le nouveau pacte russo-allemand, l'opinion publique se demande comment ce pacte pourra se concilier avec le pacte militaire qui unit la Turquie à la Russie. De source bien informée, on croit savoir que le gouvernement turc est déterminé à se tenir du côté de la Grande-Bretagne et de la France dans le Front de la paix.

Hitler parlera dimanche

Hitler prendra la parole à Tannenberg dimanche à 11 heures.

Vers un gouvernement d'union nationale

Après la séance du conseil des ministres de jeudi, on laissait prévoir que d'autres réunions gouvernementales pourraient avoir lieu ces prochains jours.

A ce propos, on recueillait l'impression dans certains milieux politiques que, si la situation internationale devait s'aggraver, le président du Conseil envisagerait lui-même de faire un appel à l'Union des Français, qui trouverait sa première expression dans la formation d'un cabinet d'union nationale.

Les Américains invités à quitter l'Angleterre

M. Kennedy, ambassadeur des Etats-Unis, a conseillé aux touristes américains de quitter l'Angleterre.

A Dantzig

Le Sénat de Dantzig a publié jeudi matin l'ordonnance proclamant M. Albert Forster chef de l'Etat dantzigois et chef du parti national-socialiste de la Ville libre, instituant ainsi à Dantzig le régime constitutionnel en vigueur dans le Reich.

Cet événement ne signifie pas encore l'Anschluss de la Ville libre. Il ne fait que constater un état de fait déjà existant depuis longtemps et ne change pas fondamentalement la situation.

Il faut souligner qu'il n'est pas question dans cette ordonnance d'un changement dans les relations de Dantzig ni avec le Reich ni avec la Pologne.

La question qui se pose maintenant est celle de la situation du haut-commissariat de la S.D.N. qui, jusqu'à présent, représentait les pouvoirs constitutionnels dans la Ville libre.

Le pacte germano-soviétique

Le pacte germano-soviétique qui a été signé entraîne la neutralité sous conditions de la Russie.

La Russie s'interdit d'attaquer le Reich. Si le Reich est attaqué, la Russie s'interdit d'assister son agresseur.

La Russie s'interdit de participer à un groupement dirigé directement ou indirectement contre le Reich. Ce pacte est conclu pour une période de 10 ans.

L'Espagne reprendrait sa liberté d'action

La signature du pacte de non-agression germano-soviétique est considérée à Madrid comme équivalente à une annulation du pacte antikomintern.

On attribue à l'Espagne l'intention de reprendre pleine liberté d'action en matière de politique étrangère.

L'ambassadeur du Reich en Turquie

Selon certaines indications, recueillies dans les milieux politiques berlinois, des efforts seraient actuellement tentés du côté allemand pour amener la Turquie à réviser son point de vue international à la suite de l'accord germano-soviétique.

L'ambassadeur du Reich à Ankara, M. von Papen, serait parti pour la capitale turque avec des instructions précises en ce sens.

Que fera le Président Roosevelt

Malgré la réserve absolue des milieux officiels, on indique que M. Roosevelt, avant de partir en croisière, avait laissé entendre comment il envisageait son rôle dans l'éventualité d'une crise européenne ou asiatique. Aucune intervention ne sera tentée avant que la guerre n'apparaisse comme pratiquement inévitable. Dans cette éventualité, deux procédures seront ouvertes au président : ou bien lancer un nouvel appel pour la paix — mais on fait ressortir que M. Roosevelt s'est adressé deux fois aux dictateurs — ou bien convoquer d'urgence le Congrès.

Le sentiment prédominant à Washington est que si M. Roosevelt décide d'agir ce sera en collaboration avec le Congrès, à moins que le président n'ait modifié son point de vue général à la suite des événements récents d'Europe.

L'attitude du Japon

D'une source proche du gouvernement on apprend que le baron Hinanuma,

premier ministre, a informé la conférence des membres et des conseillers du gouvernement, que l'Allemagne n'a pas consulté le Japon avant de conclure le pacte de non-agression avec la Russie soviétique. M. von Ribbentrop, avant de partir pour Moscou, a simplement informé l'ambassadeur du Japon à Berlin, le général Oshima que, devant la situation créée par le problème de Dantzig et la possibilité de voir l'U.R.S.S. se joindre à la France et à la Grande-Bretagne, il ne restait au III^e Reich d'autre possibilité que de conclure ce pacte.

Le baron Hinanuma a exprimé l'opinion que le Japon doit faire face à la situation internationale sur la base de la politique indépendante.

En Italie

Dans les milieux romains, on semble très inquiet du développement de la situation internationale.

Quoi qu'il en soit — et il ne peut y avoir aucun doute à ce sujet — si un conflit éclate, fidèle au traité d'alliance militaire qui la lie à l'Allemagne, l'Italie, déclarerait-on en insistant sur ce point, « sera fidèle à la parole qu'elle a donnée », mobilisera immédiatement et sera aux côtés de sa partenaire de l'Axe.

Cependant, on ne cache pas que l'Italie fera tous les efforts qui seront en son pouvoir pour que prévale à la dernière minute « le point de vue humain » et pour que soit évitée une catastrophe qui, dit-on, serait la ruine de la civilisation actuelle.

Eupuration de la phalange espagnole

On annonce qu'il sera procédé prochainement à l'épuration des affiliés à la phalange, notamment en ce qui concerne ceux inscrits après la fin de la guerre.

Le général Munoz-Grande, secrétaire général de la phalange, se propose en effet de réduire considérablement le nombre des affiliés au parti unique, préférant compter moins d'adhérents, mais de toute confiance. Des éléments douteux se sont en effet introduits sous des faux noms à la phalange et occupent des postes provinciaux importants.

EN PEU DE MOTS...

— Le bilan de la Banque de France, pour la semaine du 10 au 17 août 1939, fait ressortir une encaisse-or de 97.266.030.154 fr. 91, sans changement sur la semaine précédente.

— Un cyclone d'une violence inouïe s'est abattu sur la région de Constantine, causant des dégâts incalculables et semant la panique, notamment sur la région de Tougheville. On compte, jusqu'à présent, plus de 50 cadavres.

— Le taux de l'escompte de la Banque d'Angleterre s'est élevé de 2 à 4 0/0.

NOS ÉCHOS

Simplicité.

Dans le rapide qui l'emmène loin du coin de terre où il a goûté les joies du jardinage, à Villeneuve-Loubet, près de Cagnes-sur-Mer, le maréchal Pétain regarde fuir le paysage.

Vêtu d'un complet gris, cravaté de noir et chapeauté de gris clair, le grand soldat pense que ses cheveux et ses vignes l'ont reposé un peu des fatigues de son ambassade en Espagne, qu'il va rejoindre.

8 h. 15. C'est l'heure du petit déjeuner. Le maréchal, plus droit que jamais malgré son âge, voyage sans aucune suite, se dirige vers le wagon-restaurant.

Son incognito est respecté par le maître d'hôtel qui le connaît bien et lui donne une table isolée.

Mais voici que deux jeunes lieutenants, avec un bel ensemble, abandonnent leur tasse de café au lait et se lèvent, au garde-à-vous.

Alors le maréchal sourit, tapote en passant l'épaule de l'un d'eux et dit :

— Allons, allons, mes enfants, restez tranquilles. Moi aussi, j'ai terminé ma permission !

Il y a 25 ans.

La ville de Liège vient de fêter le vingt-cinquième anniversaire de sa défense, en 1914.

Parmi les survivants, on applaudit le colonel en retraite Naessens, défenseur du fort de Loncin, alerte encore, malgré ses soixante-seize ans.

Il reconduit dans la foule un ancien soldat, Buyl, chevalier de l'ordre de Léopold, qui avait été sous ses ordres. C'était un soldat turbulent qu'on voyait souvent en prison.

Le commandant Naessens suit jurer ce garçon débrouillard dès le premier jour du siège. Et il le nomma chef du contre-espionnage.

Buyl, chapardeur par caractère, vola les chevaux de plusieurs officiers allemands, fit des reconnaissances périlleuses et, sous le feu ennemi, sauva l'encaisse de la Banque de Belgique à Liège, dix millions de francs, qu'il fit transporter à Huy.

« Avez-vous changé de caractère ? lui demanda l'autre jour le colonel Naessens.

— Non, mon colonel, lui répondit Buyl, car autrement je deviendrais mauvais soldat. »

LE PACTE HITLER - STALINE

La « réaction » du parti communiste au lendemain de l'annonce du pacte Hitler-Staline a de quoi combler de stupeur ceux-là mêmes qui, depuis longtemps, ont mesuré l'incroyable mauvaise foi et le stupéfiant cynisme des tenants de la III^e Internationale. Les commentaires consacrés par la presse du parti à cet événement d'incalculable portée témoignent d'un mépris tranquille de l'évidence, qui se double, cela va de soi, d'un mépris plus grand encore à l'égard du militant communiste, considéré comme l'égal intellectuel sinon l'inférieur du plus innocent des sujets soviétiques.

Ouvrez — cela en vaut la peine — l'*Humanité* de ce matin. Vous y trouverez, à côté d'un grand portrait de M. Staline, qualifié de « champion de la paix et de l'indépendance des peuples », des manchettes exaltant le succès de la politique soviétique de fermeté, et proclamant que « les pourparlers de Moscou servent la cause de la paix ». Autant qu'on puisse s'en rendre compte en suivant — ce qui n'est pas toujours facile — les « raisonnements » à la fois bien embrouillés et ultra-sommaires du journal communiste, celui-ci voit avant tout dans le pacte Hitler-Staline un triomphe du dictateur russe sur le dictateur allemand, ce dernier obligé de s'incliner devant l'« Union soviétique, puissante et paisible ».

Cette entente de Berlin et de Moscou bouleverse les « plans munichois » [nous citons ici en avançant ne pas très bien comprendre], et au surplus « rien n'empêche la France, comme l'Angleterre, de s'entendre avec Moscou pour assurer mieux la sécurité mutuelle et l'indépendance des peuples ».

On croit rêver ; l'on serait même tenté d'admirer cette inimaginable impudence si tant d'intérêts sacrés n'étaient en jeu dans le tragique débat actuel. La présente thèse de l'*Humanité* est, en effet, le contraire de celle que le parti communiste défendait jusqu'ici en France, et qui considérait comme une trahison pure et simple non seulement — cela va sans dire — toute entente séparée avec le Reich, mais encore toute action, toute démarche, toutes pensées étrangères à la constitution et à la défense d'un « front de la paix » contre les entreprises des Etats totalitaires. La présente thèse de l'*Humanité* revient à acclamer, dans l'acte de Staline se désintéressant du sort de la Pologne et de la Roumanie, précisément ce qu'elle a le plus furieusement et le plus injurieusement condamné dans la politique de Munich, telle qu'elle se la représentait ou feignait de se la représenter. Avec sérénité, sans l'ombre d'un scrupule, le parti communiste se contredit pour ne pas se désavouer, et termine cet horrible exercice de souplesse en invitant les démocraties bourgeoises à écouter et à suivre « la leçon de l'U.R.S.S., la leçon de Staline ».

Pourquoi pas ?

On parle devant Rip du jeune Fred Snite « l'homme au poumon d'acier », qui vient de convoler en justes noces avec son amie d'enfance, et qui vit, on le sait, dans une sorte de prison métallique...

— Je plains sa malheureuse jeune femme, dit quelqu'un...

— Pas moi... Qui vous dit que l'homme au poumon d'acier n'a pas un cœur d'or ?

Il est parfois, dit-on, de bonne politique de prendre l'offensive quand on est acculé, et nous ne nions pas que cette tactique grossière et même, disons le mot, écœurante, soit sans nul doute présentement la plus commode pour les agents français de la III^e Internationale, que Moscou, c'est certain, n'a pas daigné avertir à l'avance de sa volte-face, et qui doit inopinément se débrouiller, comme on dit, par les moyens du bord. Le fâcheux, pour eux, est qu'en célébrant plus que jamais, ce matin, la gloire de Staline, ils se trouvent tout de même bien « en flèche », et bien isolés. Ceux de nos confrères non communistes qui ont fait, ces derniers temps, la plus violente campagne en faveur de l'accord militaire avec les Soviets et ont traité à tout bout de champ d'« hitlériens » les Français qui entendaient qu'on ne se rangeât pas *a priori* aux conditions de Moscou, reconnaissent ce matin que l'accord de la faucille et du marteau avec la croix gammée change du tout au tout la position du problème. « Un coup de poignard », dit l'un ; « Défection de la Russie », écrit l'autre, qui ajoute que « le secret dans lequel l'accord a été préparé autorise tous les soupçons ». D'un côté différent de la barricade, M. Léon Blum ne cache pas sa « stupeur », que, dans l'instant le plus aigu, le plus périlleux de la crise européenne, ce soit du côté de Hitler que la Russie semble pencher ».

Là est l'évidence contre laquelle aucun sophisme, aucune contre-vérité communiste ne saurait prévaloir. La question de Dantzig est brûlante ; la tension qui en résulte atteint son paroxysme ; la Pologne est menacée dans son intégrité nationale ; les peuples libres cherchent à sauver la paix en resserrant leurs liens : qu'on le veuille ou non, en adoptant une position de neutralité au plus fort de la « guerre des nerfs », M. Staline se rangerait, en fait, aux côtés de l'agresseur. Les communistes peuvent dédaigner le peuple français, mais le peuple français, lui, ne dédaigne pas le bon sens. Un pacte Hitler-Staline à la veille du jour où, si le malheur le veut, Hitler peut déchaîner la guerre universelle, cela, la rectitude d'esprit populaire ne l'admettra jamais comme normal, encore moins comme méritoire et glorieux.

Que les communistes y prennent garde : les fils du peuple peuvent être appelés à donner demain leur sang pour la liberté des peuples, et ce serait, de la part des tenants de Moscou, tenir une bien grosse gageure que de se solidariser indéfiniment avec un régime et un homme qui, en laissant le champ libre à MM. Hitler et Mussolini, prendraient nécessairement figure de complices de l'agression. [Du « Temps. »]

Mariage et amour.

On demandait à un de nos meilleurs directeurs de journaux, resté célibataire malgré un âge assez avancé, pourquoi il n'avait point convolé en justes et légitimes noces :

— Quand j'étais jeune, répondit-il, j'étais trop pressé de prendre femme. Maintenant je ne suis plus assez pressé. Dans l'intervalle je n'y ai pas pensé.

LE LISEUR.

Signé : BOUYSSOU.

CAHORS, IMP. COUESLANT